



Recueil de la jurisprudence

Affaire C-325/11

**Krystyna Alder et Ewald Alder
contre
Sabina Orlowska et Czeslaw Orlowski**

[demande de décision préjudicielle, introduite par le Sąd Rejonowy w Koszalinie (Pologne)]

«Règlement (CE) n° 1393/2007 — Signification ou notification des actes — Partie domiciliée sur le territoire d'un autre État membre — Représentant domicilié sur le territoire national — Absence — Actes de procédure versés au dossier — Présomption de connaissance»

Sommaire – Arrêt de la Cour (première chambre) du 19 décembre 2012

1. *Coopération judiciaire en matière civile — Signification et notification des actes judiciaires et extrajudiciaires — Règlement n° 1393/2007 — Champ d'application — Détermination par la législation nationale — Inadmissibilité*

(Règlement du Conseil n° 1393/2007)

2. *Coopération judiciaire en matière civile — Signification et notification des actes judiciaires et extrajudiciaires — Règlement n° 1393/2007 — Signification des actes judiciaires à une partie ayant sa résidence ou son lieu de séjour habituel dans un autre État membre et n'ayant pas désigné un représentant dans l'État du litige — Législation nationale prévoyant la signification à travers la conservation desdits actes au dossier — Inadmissibilité*

(Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, art 47, al. 2; règlement du Conseil n° 1393/2007, art 1^{er}, § 1)

1. Voir le texte de la décision.

(cf. points 19-27)

2. L'article 1^{er}, paragraphe 1, du règlement n° 1393/2007, relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale, et abrogeant le règlement n° 1348/2000, doit être interprété en ce sens qu'il s'oppose à la législation d'un État membre qui prévoit que les actes judiciaires destinés à une partie dont la résidence ou le lieu de séjour habituel se situe dans un autre État membre sont conservés au dossier, en étant réputés signifiés, lorsque ladite partie n'a pas désigné un représentant autorisé à recevoir les significations résidant dans le premier État, dans lequel se déroule la procédure juridictionnelle.

Le règlement n° 1393/2007 prévoyant les moyens de transmission des actes judiciaires de manière exhaustive, celui-ci ne réserve aucune place et s'oppose donc à une procédure de signification ou de notification fictive telle que celle en vigueur en Pologne.

En outre, un tel mécanisme de signification ou de notification fictive prive de tout effet utile le droit du destinataire d'un acte judiciaire, dont la résidence ou le lieu de séjour habituel ne se trouve pas dans l'État membre où se déroule l'instance, de bénéficier d'une réception réelle et effective de cet acte, et cela en raison, notamment, du fait que ni la connaissance de l'acte judiciaire en temps utile pour préparer sa défense ni la traduction de celui-ci ne sont assurées audit destinataire.

En effet, les objectifs du règlement n° 1393/2007 visant l'amélioration et l'accélération de la transmission entre les États membres des actes judiciaires ne sauraient être atteints si des dispositions nationales affaiblissent, de quelque manière que ce soit, les droits de la défense de leurs destinataires, qui dérivent du droit à un procès équitable, consacré aux articles 47, deuxième alinéa, de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et 6, paragraphe 1, de la convention européenne des droits de l'homme.

(cf. points 32, 34-36, 41, 42 et disp.)